



Refuser et combattre l'extrême droite et ses idées

Lutter pour le progrès social

Au cours de ses cinq dernières années, le Président Macron et son gouvernement ont mené une politique ultralibérale, de régression sociale et de renforcement des inégalités. Une telle politique, en augmentant précarité, pauvreté et mesures liberticides, a favorisé la montée de l'extrême droite. Et pas un jour ne se passe dans notre pays sans que pouvoir et grands médias ne déroulent le tapis rouge aux idées d'extrême droite. Ils essayent de détourner la population et les travailleurs des questions fondamentales sur le plan économique, social et environnemental.

Les partis d'extrême droite ont alors beau jeu de se présenter comme contestataires ou « anti- système ». Bien au contraire ils prônent un retour à l'ordre moral visant en tout premier lieu les femmes, la jeunesse et les minorités LGBTQ+. Leurs idées, fondées sur la xénophobie, le nationalisme et l'autoritarisme, se répandent dangereusement.

Le Vaucluse est particulièrement marqué par l'ancrage politique et la banalisation de l'extrême droite, que cela passe par le Rassemblement National ou par la Ligue du Sud, qui soutient la candidature d'Eric Zemmour.

Masqué par des discours économiques à géométrie variable, éventuellement maquillé sous un vernis social, le fond idéologique de l'extrême droite reste antisocial. En outre, il n'apporte aucune réponse à l'urgence écologique.

Les partis d'extrême droite ne remettent jamais en cause les injustices, les inégalités sociales et l'ordre néolibéral. Ils divisent le salariat (selon les origines, les cultures, les religions...) et l'affaiblissent. Désigner des boucs émissaires et de faux coupables pour expliquer la crise sociale actuelle est une imposture et ne doit plus tromper les travailleurs.

Diviser le salariat, les classes moyennes et populaires, sous couvert de « préférence nationale » ne peut servir que ceux qui exploitent et accaparent les richesses.

La stratégie du RN, de dissimulation en un « parti respectable » nourri par la colère sociale n'est qu'un leurre pour capter des voix de salarié·e·s frappé·e·s par les politiques néolibérales et des choix austéritaires. Rien à attendre de sa part pour les salaires et les pensions, la protection sociale, les services publics, la sortie de l'austérité.

Zemmour, quant à lui, ne cache pas ses positions qui reprennent celles du Medef. Il est directement le produit des puissants qui l'ont créé comme personnage médiatique.

Quels que soient ses discours et ses formes, l'extrême droite n'est donc en rien une alternative aux politiques néolibérales, antisociales et d'austérité.

Nos organisations syndicales n'ont cessé de lutter contre ces politiques. Elles portent des revendications pour l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux, la réduction du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail, le renforcement de la protection sociale, le développement des services publics, la création d'emplois décents pour tous, l'égalité homme-femme et pour les droits des LGBTQ+.

Elles continueront de le faire, quels que soient les résultats des prochaines élections, présidentielle et législative.

Les organisations syndicales départementales CGT, FSU, Solidaires, UNEF et MNL dénoncent le repli identitaire, nationaliste et autoritaire, comme l'imposture sociale, portés par l'extrême droite. Pas une voix ne doit aller aux candidat.e.s d'extrême droite, lors des prochaines échéances électorales.

Elles appellent, y compris dans le cadre des élections présidentielle et législative, à refuser et à combattre l'extrême droite et ses idées, à promouvoir des revendications de progrès social, démocratique et écologique.